



Chapitre S-18

LOI SUR LA SOCIÉTÉ INTER-PORT DE QUÉBEC

SECTION I

DÉFINITIONS

- Interprétation: **1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:
- « *ministre canadien* »: a) « *ministre canadien* »: le ministre de l'expansion économique régionale du Canada;
- « *ministre québécois* »: b) « *ministre québécois* »: le ministre de l'industrie et du commerce;
- « *Société* ». c) « *Société* »: la Société Inter-Port de Québec constituée par l'article 2.
- 1974, c. 57, a. 1.

SECTION II

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

- Constitution. **2.** Une compagnie à fonds social est constituée sous le nom de « *Société Inter-Port de Québec* ».
- 1974, c. 57, a. 2.
- Siège social. **3.** La Société a son siège social dans la zone décrite à l'annexe.
- 1974, c. 57, a. 3.
- Fonctions. **4.** La Société a pour fonctions:
- a) d'élaborer des plans et programmes en vue de l'établissement dans la zone décrite à l'annexe d'un complexe industriel susceptible de bénéficier des avantages de l'infrastructure portuaire de Québec et de contribuer au développement de celle-ci;
- b) d'exécuter les travaux requis pour la mise en oeuvre des plans et programmes qui auront ainsi été élaborés et d'exercer les industries, les commerces et les autres activités de nature à contribuer au développement du complexe industriel.

Association à personne. La Société peut s'associer à toute personne ou société pour l'accomplissement de ces objets.

1974, c. 57, a. 4.

Droit d'expropriation. **5.** La Société peut, pour la réalisation de ses objets et avec l'approbation du gouvernement, exproprier tout immeuble ou autre droit réel situé dans le territoire décrit à l'annexe, même s'il s'agit d'un immeuble non susceptible d'expropriation d'après une loi générale ou spéciale.

1974, c. 57, a. 5.

Ententes autorisées. **6.** Pour la réalisation des objets de la Société, le ministre chargé de l'application de la Loi sur l'Office de planification et de développement du Québec (chapitre O-3) peut, avec l'autorisation du gouvernement, faire avec le gouvernement du Canada ou avec le gouvernement de toute autre province ou leurs organismes ou avec le ministre canadien toute entente jugée opportune.

1974, c. 57, a. 6.

SECTION III

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET PERSONNEL

Composition. **7.** Le conseil d'administration de la Société est formé de treize membres, qui sont les administrateurs de la Société au sens de la Loi sur les compagnies.

Rémunération. Les ministres fixent conjointement leur rémunération ainsi que les indemnités auxquelles ils ont droit.

1974, c. 57, a. 7.

Citoyenneté. **8.** Nul ne peut occuper la charge d'administrateur s'il n'est pas citoyen canadien.

Disposition non applicable. L'article 179 de la Loi sur les compagnies ne s'applique pas aux administrateurs.

1974, c. 57, a. 8.

Intérêts prohibés. **9.** Les membres du conseil d'administration de la Société et les membres de son personnel ne peuvent, sous peine de déchéance de leur charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit leur intérêt personnel et celui de la Société. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si cet intérêt leur échoit par succes-

sion ou par donation pourvu qu'ils y renoncent ou en disposent avec toute la diligence possible.

1974, c. 57, a. 9.

Nominations. **10.** Les employés de la Société sont nommés d'après les effectifs et suivant le mode de nomination établis conjointement par les ministres.

Rémunération. La rémunération et les autres conditions de travail des employés sont aussi fixées conjointement par les ministres, sous réserve des dispositions d'une convention collective de travail.

1974, c. 57, a. 10.

SECTION IV

FINANCEMENT ET RAPPORTS

Fonds social. **11.** Le fonds social autorisé de la Société est de \$1000.

Actions. Il est divisé en 1000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Actions réservées. Ces actions sont réservées à raison de 60 pour cent en faveur du gouvernement du Québec et de 40 pour cent en faveur du gouvernement du Canada.

1974, c. 57, a. 11.

Souscription d'actions. **12.** Le ministre des finances est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec six cents dollars payables sur le fonds consolidé du revenu pour six cents actions ordinaires de la Société.

Autorisation d'acheter des actions. Le ministre des finances est également autorisé à acheter, à leur valeur nominale, les actions de la Société détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du ministre canadien indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans la Société.

1974, c. 57, a. 12.

Enregistrement. **13.** Les actions détenues par le gouvernement du Québec sont enregistrées au nom du ministre québécois qui, en sa qualité, exerce tous les droits attachés à ces actions.

1974, c. 57, a. 13.

Pouvoirs du gouvernement. **14.** Le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine:
a) garantir le paiement en capital et intérêt de tout emprunt de la Société ainsi que l'exécution de toute obligation de la Société;

- b) autoriser le ministre des finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour les opérations de la Société, à un taux d'intérêt, pour le laps de temps et aux autres conditions que détermine le gouvernement.
- Paiement des sommes.** Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de ces garanties ou à avancer à la Société sont prises à même les fonds consolidés du revenu.
1974, c. 57, a. 14.
- Année financière.** **15.** L'année financière de la Société se termine le 31 mars de chaque année.
1974, c. 57, a. 15.
- Rapport annuel.** **16.** La Société doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre canadien ainsi qu'au ministre québécois un rapport de ses activités pour son année financière précédente, accompagné d'un budget prévisionnel pour les deux années à venir.
- Renseignements.** Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que l'un ou l'autre de ces deux ministres prescrit.
- Dépôt.** Ce rapport est déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
1974, c. 57, a. 16.
- Vérification des comptes.** **17.** Les comptes de la Société sont vérifiés par le vérificateur général chaque fois que le décrète le gouvernement.
1974, c. 57, a. 17.
- Loi non affectée.** **18.** Rien dans la présente loi et plus particulièrement l'article 5 n'affecte la Loi sur les biens culturels (chapitre B-4) ni n'est censé aller à l'encontre de l'une de ses dispositions; la Loi sur les biens culturels prévaut sur la présente loi.
1974, c. 57, a. 18.
- Sommes requises.** **19.** Les sommes requises pour l'application de la présente loi sont prises à même les ententes visées à l'article 6 ou, à défaut de celles-ci, à même les deniers votés annuellement à cette fin par la Législature.
1974, c. 57, a. 19 (*partie*).

Application de la loi. **20.** Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'application de la présente loi.

1974, c. 57, a. 20.

ANNEXE

(Articles 4, 5)

Zone spéciale de Québec

a) le territoire de la Communauté urbaine de Québec, décrit à l'annexe A de la Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, chapitre 83);

b) les cités de Lauzon, Lévis et Saint-Romuald d'Etchemin;

c) les villes de Château-Richer, Beaupré, Saint-Nicolas, Charny, Saint-Jean-Chrysostome et Saint-David-de-l'Auberivière;

d) les villages de Saint-Jean-de-Boischatel, Sainte-Anne-de-Beaupré et Saint-Rédempteur;

e) les municipalités des paroisses de Sainte-Anne-de-Beaupré, Saint-Joachim, Saint-Louis-de-Pintendre, Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy et Saint-Michel-Archange;

f) les municipalités de Bernières et de Saint-Féréol;

g) la partie de la municipalité de la paroisse de l'Ange-Gardien sise au sud de la municipalité de la paroisse de Sainte-Brigitte-de-Laval;

h) le territoire du parc de Mont-Sainte-Anne, décrit à l'annexe A de la Loi concernant les environs du parc du Mont-Sainte-Anne (1971, chapitre 58);

i) la réserve indienne de Lorette;

j) l'île d'Orléans.

1974, c. 57, annexe.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 57 des lois annuelles de 1974, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception de l'article 21, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre S-18 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1974 LOIS REFONDUES, 1977

Chapitre 57

Chapitre S-18

**LOI CONSTITUANT LA
SOCIÉTÉ INTER-PORT
DE QUÉBEC**

**LOI SUR LA SOCIÉTÉ
INTER-PORT DE QUÉ-
BEC**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 20	1 - 20	
21		Omis
Annexe	Annexe	

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

